

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**(CCAP N° 2025-DIRNP-RN147NL-Deboisement du 24 avril 2025)**

### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

État - Ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation, du logement, des transports, de la ruralité et de la ville.

### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

M le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine par décret du 11 janvier 2023

### *Objet de l'accord cadre*

RN147 - Mise à 2x2 voies au nord de Limoges  
Déboisement et débroussaillage des emprises travaux

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet de l'accord cadre.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen de l'accord cadre.....	13
1-8 Ordres de service.....	14
1-9. Propriété intellectuelle.....	14
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>14</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	22
<b>ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>23</b>
4-1. Durée de l'accord cadre et délais d'exécution.....	23
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	23
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	24
4-4. Autres pénalités.....	24
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>26</b>
5-1. Retenue de garantie.....	26
5-2. Avances.....	26

<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>27</b>
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	27
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	27
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	27
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	27
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>28</b>
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	28
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	28
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	28
7-4. Piquetage général.....	28
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	29
<b>ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....</b>	<b>29</b>
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	29
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	29
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	30
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	30
8-4.4. Coordonnateur environnement.....	32
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	36
8-6. Registre de chantier.....	36
<b>ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>36</b>
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	36
9-2. Réception.....	37
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	37
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	37
9-5. Documents fournis après exécution.....	37
9-6. Délai de garantie.....	37
9-7. Garanties particulières.....	38
<b>ARTICLE 10. RESILIATION.....</b>	<b>38</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>39</b>
11-1. Les conditions de réalisation.....	39
11-2. Les publics visés.....	40

11-3. Les modalités des mise en œuvre.....	40
11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion .....	41
11-5. Le contrôle de l'action d'insertion.....	43
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>44</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet de l'accord cadre**

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent la réalisation des travaux de déboisement, débroussaillage, fauchage et de travaux liés aux mesures environnementales dans les emprises travaux de l'opération de mise à 2x2 voies de la RN147 au nord de Limoges.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : communes de Couzeix et de Nieul (87).

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les bons de commandes sont transmis et notifiés par envoi dématérialisé à partir de la plateforme des achats PLACE par le maître d'ouvrage ; une copie est faite au maître d'oeuvre.

Chaque bon de commande précise :

- la référence de l'accord cadre ;
- le jour d'émission du bon de commande ;
- la période de préparation ;
- l'emplacement des travaux et la désignation des prestations ;
- état des lieux et constat de huissier à réaliser ;
- les quantités à réaliser ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- les prescriptions du SPS ;
- les réceptions et DOE à réaliser ;

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée de l'accord cadre précisée à

l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Dans le cas où la durée de la période de préparation fixée dans un bon de commande n'est pas de deux mois, il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG.

Si l'accord cadre est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

## **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

## **1-3. Intervenants et forme des notifications**

### **1-3.1.** Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

### **1-3.2.** Désignation de sous-traitants en cours de l'accord cadre

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

### **1-3.3.** Conduite d'opération

Sans objet.

### **1-3.4.** Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

SETEC International  
Agence de Bordeaux  
42/44 rue du Général de Larminat  
33000 BORDEAUX

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études d'avant projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;
- L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;

### **1-3.5.**Contrôle technique

Sans objet.

### **1-3.6.** Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

PREVENTIVIA  
Les Tartres  
17400 VARAIZE  
M. Patrice Bouchet et M. Antoine Robichon (suppléant)  
[sps@preventivia.pro](mailto:sps@preventivia.pro)  
06.08.10.20.77

désigné(e) dans le présent accord cadre sous le nom de "coordonnateur SPS".

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

- La Coordination environnementale est assurée par :

Société SEGED  
Lot 21 – ZA de la Laouve  
Route de Barjols  
83 470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume  
Siège social : 04.94.69.41.59  
  
M. Claude Guyon et Mme Emilie Kim (suppléante)  
[cguyon@segedenvironnement.com](mailto:cguyon@segedenvironnement.com) / [ekim@seged-environnement.com](mailto:ekim@seged-environnement.com)  
06.09.39.68.02 / 07.71.24.46.30

### **1-3.9.** Représentation du maître d’ouvrage

Pour l'exécution de l'accord cadre, le maître d’ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du service SDIT de la DREAL Nouvelle-Aquitaine ou son représentant (adjoint au chef de service ou chef DIRN P) pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG

- art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire ( ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers de l'accord cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution de l'accord cadre à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers de l'accord cadre puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations de l'accord cadre, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.



## **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-4-1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

### **1-4-2** Sites sensibles

Le projet s'inscrit dans un contexte environnemental sensible (mise en défens des zones sensibles telles que les zones de mesures environnementales) et que le maître d'ouvrage souhaite une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion et l'organisation du chantier et dans le suivi de l'élimination des déchets de chantier.

### **1-4-3** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent accord cadre ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution de l'accord cadre, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

## **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-6. Dispositions générales**

### **1-6.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, l'accord cadre pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord cadre, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-6.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-6.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification de l'accord cadre, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte de l'accord cadre est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord cadre  
N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités

de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord cadre public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie l'accord cadre aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

##### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3.** Responsabilités et Assurances

#### **1-6.3.1** Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### **1-6.3.2** Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet de l'accord cadre :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### **1-6.3.3** Assurances de responsabilité civile décennale :

Sans objet.

#### **1-6.3.4** Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) de l'accord cadre(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification de l'accord cadre, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) accord cadre, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution de l'accord cadre peut entraîner la résiliation de plein droit de l'accord cadre par le maître d'ouvrage.

#### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

#### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

##### 1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution de l'accord cadre comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

##### 1-6.5.2. Clauses environnementales

Les conditions d'exécution de l'accord cadre comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

L'arrêté préfectoral portant autorisation environnementale au titre de l'article L214-3 du Code de l'environnement sera obtenu à l'été 2025, celui-ci énoncera les actions et les suivis à mettre en place.

Ces conditions sont les suivantes :

- L'attention du candidat est attirée sur le fait que le chantier s'inscrit dans un contexte environnemental sensible et que le maître d'ouvrage souhaite une prise en compte optimale de l'environnement dans la gestion et l'organisation du chantier et dans le suivi de l'élimination des déchets de chantier.
- Le candidat devra avoir pour objectif majeur, lors de toutes les phases de travaux, de supprimer tout risque de pollution du site et de préserver les abords du chantier dans leur état naturel.
- Le Plan Général de Respect de l'Environnement précise les enjeux en termes de développement durable, ainsi que les mesures attendues en phase travaux pour un respect de l'environnement, notamment pour la protection de la biodiversité, la réduction des nuisances, la gestion des déchets, la fourniture des matériaux et leur qualité environnementale.

#### **1-6.6.** Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

#### **1-7. Clauses de réexamen de l'accord cadre**

Sans objet

## **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet de l'accord cadre.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Oeuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

## **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE**

Par dérogation de l'article 4.1, Les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le bordereau des prix ;
- Le Plan Général de Respect de l'Environnement (PGRE)
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES** **VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### **3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces de l'accord-cadre :**

En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- les dépenses de fournitures de toutes natures, nécessaires à l'exécution des travaux, y compris chargement, transport à pied d'oeuvre, déchargement, répartition, stockage, protection et gardiennage, reprise, montée à toutes hauteurs ou descente à toutes profondeurs, repliement des excédents, casses, pertes, vols,... quel que soit la difficulté d'accès et les moyens utilisés ;
- les frais de mise à disposition, de fonctionnement, d'entretien et d'amortissement des engins, du matériel et de l'outillage, pris en location ou non, y compris amenée et repliement ;
- les contraintes d'accès au chantier ;
- les charges de toute nature et les frais inhérents à l'exécution des travaux tels que :
  - l'organisation du chantier,
  - les opérations de repérage,
  - l'obtention des autorisations administratives nécessaires,
  - toutes les sujétions d'accès au niveau des travaux et les équipements accessoires tels qu'échelles, garde-corps, bâchage, etc...,
  - la protection des ouvrages existants,
  - les déplacements (matériel, matériaux et main-d'oeuvre) à l'intérieur du chantier,
  - les mesures relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la prévention des accidents conformément aux dispositions légales et réglementaires, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement, y compris les frais liés à l'aménagement et à la signalisation des points de rencontre pour l'accès des secours en cas d'accident ;
  - l'obligation faite à l'entrepreneur de mettre en place un "Responsable de la sécurité" pour la durée du chantier ;
  - la mise à disposition par les soins de l'entrepreneur des locaux et installations prévus à l'article R237.16 du Code du travail,
  - les dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur ;
  - les mesures relatives à la protection de l'environnement, conformément aux dispositions légales et réglementaires, ainsi que les dépenses résultant des moyens techniques mis en oeuvre pour respecter les règlements en vigueur. L'entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter toute pollution ou atteinte de l'environnement naturel (cours d'eau, zones sensibles, espèces protégées ou invasives, ...). Le balisage de zones environnementales sensibles pourra éventuellement être mis en place. Des dispositions visant à s'affranchir de l'émission de poussières devront être prises pour limiter les risques pour les usagers et riverains des voies de circulation et de nuisances sur l'environnement ;
  - l'évacuation des eaux de toutes provenances et des boues utilisées par l'entrepreneur pour la réalisation des travaux,
  - les consommations d'eau, d'énergie et d'éclairage, y compris la location des compteurs,
  - le nettoyage du chantier.

- les sujétions, frais et charges connexes relatifs :
  - à l'établissement et la mise en oeuvre d'un système d'assurance qualité et notamment les contrôles internes et externes ;
  - à la présence des réseaux (aériens, enterrés ou de surface) ;
  - aux opérations de contrôle intérieur à la charge de l'entrepreneur, telles que examens et vérifications, contrôle d'exécution des ouvrages à effectuer par l'entrepreneur, conformément aux prescriptions des divers documents du marché,
  - aux opérations à effectuer suite aux observations du Maître d'Ouvrage ou des organismes désignés par lui (assistant environnemental, CSPS,...),
- les sujétions et pertes de temps de toute nature, résultant notamment de :
  - la nécessité de n'apporter aucune gêne aux circulations ferroviaires ou routières,
  - la présence d'ouvrages divers,
  - la présence d'engins ou sapes de guerre, de sites archéologiques, de cavités naturelles ou artificielles,
  - difficultés d'accès au chantier (y compris pour les itinéraires et gabarit des engins spécifiques depuis le réseau de voiries jusqu'à l'habitation de l'étang Pigeard),
  - la situation des lieux (proximité des voies routières exploitées),
  - l'emprunt d'itinéraires de circulation obligatoires,
  - traversées de voies routières, ferroviaires ou hydrauliques,
  - l'encombrement des quais, cours, chaussées, etc., ainsi que l'embarras résultant de la présence d'obstacles de toute nature (canalisations diverses, transmissions, lignes aériennes, etc.),
  - l'exécution des travaux par phases ou petites parties,
  - l'exécution simultanée d'autres ouvrages par d'autres entreprises.
- les frais généraux de toute nature :
  - d'études d'exécution,
  - d'établissement :
    - des documents de suivi d'exécution,
    - des documents fournis après exécution,
    - des rapports journaliers,
  - frais de transport,
  - frais de gardiennage et de surveillance,
  - frais généraux locaux (direction locale du chantier, direction technique des travaux),
  - frais d'assurance de toute nature,
- la prise en charge par l'entreprise de la signalisation temporaire de chantier ;
- en cas de groupement, de la rémunération du mandataire, notamment pour l'exécution de son mandat et de son rôle d'OPC du marché comprenant notamment le responsable coordination et planification ;
- les périodes de travail autorisées ;
- les modalités d'exécution des travaux en interface avec les gestionnaires de voiries et les autorisations nécessaires ;
- les contraintes de balisage et de signalisation sous circulation, ainsi que le délai de mise en place ou de modification de la signalisation de chantier, liée au phasage imposé par les travaux ;
- les contraintes liées à la disponibilité de l'exploitant et au délai de préavis à respecter vis-à-vis des demandes de l'exploitant ;
- l'aménagement d'horaires de travail imposés par la réglementation du travail ;
- Il est précisé que si, pour respecter le phasage des travaux établi par l'Entrepreneur, certaines prestations prévues initialement pour être réalisées de jour doivent être réalisées de nuit, il ne sera pas appliqué de majorations ou de plus-values aux prix correspondants à ces prestations
- la recherche de tous les réseaux existants en présence des concessionnaires, puis leur



maintien et leur protection ;

- l'interdiction de toutes zones de chantier au public, la fermeture systématique des accès au chantier par des dispositifs efficaces (type clôture et portail ou barrières fermant à clé) et une signalisation adaptée (panneaux B1, B0 et chantier interdit au public) ;
- les sujétions liées à la maîtrise des nuisances sonores du chantier ;
- l'entretien et le maintien en état des zones de chantier et des voies de circulation empruntées ;
- la subordination du paiement des acomptes à la présentation des résultats du contrôle externe de l'entreprise certifiant que les travaux correspondants aux acomptes ont été exécutés conformément aux normes, aux règles de l'art et au marché ;
- l'agrément par le maître d'oeuvre des installations relatives à l'entretien des engins de chantier tant en ce qui concerne leur implantation que leur fonctionnement. Les conditions de stockage et de manipulation de produit dangereux (huiles, hydrocarbures, ciment, ...) feront l'objet d'une attention particulière. La maintenance des engins de chantier sera réalisée uniquement dans la zone d'installation de chantier ;

En tenant compte des précautions, prestations et frais complémentaires, et en particulier :

- Indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'entrepreneur en dehors des emprises mises à sa disposition par le maître d'ouvrage et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les circulations diverses, etc. ;
- Dépenses de chantier liées aux installations de chantier, aux accès et à leur entretien ;
- Maintien et entretien des accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux routes existantes (y compris chemins agricoles) ;
- Surveillance, nettoyage de la voirie publique aux abords du chantier et des sites de dépôts des déblais pendant la durée des travaux (enlèvement de la boue, balayage des chaussées, lavage si nécessaire, ...). Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, en cas de dégradations, les chaussées devront être immédiatement réparées aux frais de l'entreprise et en suivant les indications fournies par le maître d'oeuvre ;
- Indemnisation des dégâts constatés survenus aux propriétés, cultures, sols, arbres, en dehors des emprises du fait des travaux ;
- Remise en état et nettoyage du terrain mis à disposition en occupation temporaire ;
- Mesures particulières à l'établissement des constats contradictoires sur les ouvrages et bâtiments avoisinant susceptibles d'être impactés par les travaux ;
- Mesures particulières à l'établissement des conventions d'occupation et/ou de passage dans les propriétés privées pour les besoins du chantier ;
- Mesures de sécurité et de maintien en état de fonctionnement permanent de tout réseau et/ou canalisation existante, y compris le piquetage préalable à la reconnaissance des réseaux souterrains et aériens ;
- Obtention des autorisations administratives nécessaires, notamment celles relatives à l'incidence du chantier sur les conditions de circulation sur les voies publiques, celles relatives aux autorisations de dépôt, ainsi que celles relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Respect des consignes d'Hygiène et de Sécurité ;
- Jours hors chantiers ;
- Remise en état de terrains, d'ouvrages et d'emplacements occupés ou utilisés par le chantier ;
- Protection des eaux de ruissellement et des eaux souterraines contre les risques de pollution de toute nature due à l'exécution des travaux ;
- Prise en compte de l'existence de sources, poches d'eau et nappes phréatiques, lors de la réalisation des travaux ;
- Maintien des écoulements hydrauliques existants pendant toute la durée des travaux ;

- Toutes contraintes de phasage, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en oeuvre décrites dans les pièces constitutives du marché ;
- Renforcement des pistes d'accès existantes et voies publiques utilisées à proximité du chantier en fonction du matériel devant transiter ainsi que leur entretien permanent ;
- Le dimensionnement et la mise en place, aux frais du titulaire, des dispositifs de dérivation, de drainage, d'assainissement des pistes et des plates-formes et de traitement provisoires des eaux de ruissellement pendant la phase des travaux, pour assurer l'exutoire de l'ensemble des eaux ruisselant sur le site des travaux, et toutes sujétions liées à la présence d'eau pendant la réalisation des travaux, en particulier tous frais de pompage pour assainir le chantier et éviter la pollution des eaux ;
- Fourniture et mise en oeuvre de tous les matériaux pour ouvrages provisoires, y compris leur transport pour amenée et évacuation, ainsi que les pertes ;
- Tous les frais d'outillage, y compris le double transport, la location, les pertes et avaries, les fournitures d'énergie, les frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement ;
- Tous les frais de main d'oeuvre, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour déplacements, paniers, intempéries, etc. ;
- La nécessaire coordination avec les entreprises et services devant travailler simultanément sur le chantier.

En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :

- les travaux d'entretien des routes départementales et communales existantes ;
- les travaux de modifications, déplacements ou protections des différents réseaux, publics ou privés, liés ou non à la réalisation de l'aménagement ;
- les travaux publics ou privés de toute nature voisins du chantier ou dans la région et en particulier sur tous les itinéraires d'accès ou d'approvisionnement du chantier.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

\* Nombre de jours de gel à  $-10^{\circ}$  constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

\* La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

\* La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

\* La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Le poste météorologique de référence est la station de Limoges-Bellegarde ;

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de l'accord cadre sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO et d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du bon de commande sans un avenant ou une décision de poursuivre signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

**3-2.5.** Les modalités du règlement des comptes de l'accord cadre sont les suivantes :

il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début de l'accord cadre. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix de l'accord cadre provisoires ou définitifs. Si l'accord cadre est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

#### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Si l'accord cadre est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet ensuite au maître d'ouvrage. Le MOE édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général. Ce décompte

général est établi avec les derniers index de référence connus.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n'a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d'y procéder avec copie au maître d'œuvre. L'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent accord cadre "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de l'accord cadre conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de l'accord cadre
- Le numéro de SIRET du maître d'oeuvre : 722 013 174 00098
- Le code du service exécutant de la dépense : CGF B2 00087
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification de l'accord cadre ».

#### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts

moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Sans Objet.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix de l'accord cadre des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix de l'accord cadre**

Les prix du présent accord cadre sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence  $I$  choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de l'accord cadre sont :

Index	Désignation
EV4	Travaux d'entretien d'espaces verts

Ces index sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec :  $I_o$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord cadre, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Si l'accord cadre est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire de l'accord cadre dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-

traitant.

- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent accord cadre, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans l'accord cadre, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre de l'accord cadre sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord cadre, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Durée de l'accord cadre et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météorologique de référence de Limoges-Bellegarde.

Par dérogation au 3e alinéa du même article 18.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'oeuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

Pour mémoire, la prolongation du délai d'exécution est établie en ajoutant au nombre de jours ouvrés pendant lesquels les travaux ont été arrêtés les jours non travaillés (samedi, dimanche et jours fériés) de la période qui suit la date d'expiration initiale de l'accord cadre.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des

intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'oeuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Dans le cas où les conditions atmosphériques survenues les jours précédents rendent impossible, un jour donné, l'accomplissement du travail eu égard à la nature ou la technique du travail à accomplir, le titulaire de l'accord cadre apporte la preuve que l'arrêt de l'exécution des stations est le résultat de ces conséquences d'intempéries. La prolongation du délai d'exécution s'appuie alors sur un constat établi contradictoirement entre le maître d'oeuvre et l'entreprise et notifié par ordre de service.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité d'une hauteur de 5 % du montant du bon de commande par semaine calendaire de retard.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

#### **4-3.3. Primes d'avance**

Sans objet.

### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

#### **4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à



l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

#### **4-4.2.** Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 250 €.

#### **4-4.3.** Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

#### **4-4.4.** Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 200 €.

#### **4-4.5.** Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission par l'entreprise des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion décrit dans l'article 11-5. du CCAP et par dérogation à l'article 20.1 du CCAG, il sera appliqué une pénalité égale à 100 € par jour de retard, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

#### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.7** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-4.8** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-4.9.** Autres pénalités diverses

En cas de non-respect ou d'imprudence vis-à-vis de l'environnement et notamment de la pollution des cours d'eau intersectés, non-respect caractérisé, volontaire ou par négligence, constaté par le maître d'oeuvre, soit directement, soit sur rapport de l'AMO en écologie désigné par le maître d'ouvrage, de la réglementation ou d'une consigne spécifique prévue par le SOPRE ou le PRE, il sera appliqué, une pénalité forfaitaire de 1000 € pour la première occurrence et de 3 000 € pour une récidive ; cette pénalité n'inclut pas les éventuels frais consécutifs à la réparation

des dommages du préjudice subi, à l'indemnisation de tiers ni ceux d'une éventuelle amende. Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG, l'application de ces pénalités n'est pas subordonnée à une mise en demeure.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lors que le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si l'accord cadre est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification de l'accord cadre ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives de l'accord cadre ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

### **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

### **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'oeuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves sur le chantier.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

**6-3.1.** Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

**6-3.2.** Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

### **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

## **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de cinq jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

### **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

### **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

### **7-4. Piquetage général**

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'oeuvre.

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- les ouvrages souterrains ou enterrés tels que les canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire de l'accord cadre prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Lorsqu'il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire : voir l'article 4.1 du CCTP et par dérogation à l'article 28.2.2 2ème alinéa du CCAG

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

### **8-2. Etudes d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Le titulaire doit mettre en état et préparer le terrain à ses frais préalablement à toute opération de mise en place des installations de chantier.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

##### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

##### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de

coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de l'accord cadre, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

(PGSCSPS) est joint aux documents de la consultation.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

#### E - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent accord cadre relatives à la coordination SPS.

### **8-4.4. Coordonnateur environnement**

Le Coordonnateur Environnement est nommé par le Maître d'Ouvrage et est chargé des missions de coordination.

#### a) Contenu de la mission

- la visite d'inspection commune préalable
- les instants environnement
- le contrôle du Plan de Respect de l'Environnement (PRE)
- le suivi du déroulement du chantier en matière d'environnement

#### b) Autorité du Coordonnateur Environnement

Le Coordonnateur Environnement doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures et des obligations réglementaires en matière d'environnement.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le Coordonnateur Environnement doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

#### c) Moyens donnés au Coordonnateur Environnement

Le Coordonnateur Environnement a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur environnement :

- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le Coordonnateur Environnement,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Le titulaire informe le Coordonnateur Environnement de toutes les réunions qu'il organise.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement.

Tout différend entre le titulaire et le Coordonnateur Environnement sera soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

#### d) Plan de Respect de l'Environnement

Le PRE devra être établi conformément aux dispositions de la PGRE, ainsi que toutes les



prescriptions d'ordre technique prévues à la PGRE et ayant pour objet l'environnement et la protection de l'environnement.

#### e) Responsable Environnement

Le titulaire désigne un "Responsable Environnement".

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Responsable Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Environnement.

Le Responsable Environnement peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses cotraitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

Le Responsable Environnement doit :

- constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et le soumettre au Coordonnateur Environnement et au visa du maître d'ouvrage, via le maître d'œuvre,
- diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes) et des prestataires extérieurs (fournisseurs, locataires...),
- informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- participer avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur Environnement à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumise au visa du maître d'œuvre et au contrôle du Coordonnateur Environnement,
- coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur Environnement et selon le cas le coordonnateur SPS,
- assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau),
- réaliser des visites régulières du chantier et transmettre hebdomadairement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Environnement une fiche de suivi environnement précisant les désordres constatés et les actions mises en œuvre pour y remédier. Cette fiche mentionnera également les actions engagées suites aux observations faites par le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur Environnement lors de leurs visites du chantier,
- coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Responsable Environnement avise simultanément la direction du chantier, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur Environnement de l'écart au PRE. Il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur Environnement ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre le Responsable Environnement et le Coordonnateur Environnement. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

#### f) Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers

En complément à l'article 31.7 et 35 du CCAG, l'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

- contrôles des pollutions atmosphériques

Nuisances potentielles	Activités
Poussières	Circulation Forages Transport de matériaux
Fumées et Odeurs	Brûlage Stockage des déchets Utilisation de produits volatils Engins de chantier

- contrôles des niveaux sonores

Nuisances potentielles	Activités
Bruit de chantier	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins Engins de chantier
Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages	Engins à procédé vibrant
Troubles du voisinage	Chantier en dehors des horaires prévus par la réglementation, notamment en période nocturne

- contrôles de la gestion des déchets

Nuisances potentielles	Activités
Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle	Ensemble du chantier

- contrôles de la qualité des eaux

Nuisances potentielles	Activités
Tarissement des cours d'eau et des nappes	Pompage d'eau superficielle ou souterraine
Pollution des eaux superficielles et souterraines	Ensemble du chantier, et notamment rejets des eaux du chantier

- contrôles de la protection de la nature

Nuisances potentielles	Activités
Risque d'incendie	Stockage de carburant Engins de chantier
Risque de destruction de la faune et de la flore	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins

#### **8-4.5.** Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

la DIRCO pour la RN147, le Conseil Départemental de la Haute-Vienne (87) pour les routes départementales, les communes de Couzeix et de Nieul pour les voies communales et les communautés de communes pour les voies intercommunales.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

#### **8-4.6.** Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7.** Démolition de constructions

Par dérogation à l'art. 31.10.1 du CCAG, aucune démolition ne pourra être effectuée sans autorisation écrite du Maître d'œuvre après validation du maître d'ouvrage.

#### **8-4.8.** Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.9.** Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Aucun engin à chenilles métalliques ne sera autorisé à circuler sur les voies publiques.
- L'Entrepreneur veillera au parfait état de propreté des voies d'accès aux abords du chantier. Il prendra toutes dispositions (balayage, ouvrages provisoires,...) pour éviter en permanence, le

dépôt de boues, matériaux divers et la stagnation d'eau sur les chaussées.

Les interdictions d'accès de chantier pour les usagers non-autorisés à pénétrer dans les emprises des travaux seront mises en place par l'entrepreneur qui en assurera la maintenance.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

### **État des lieux**

Préalablement au commencement du chantier, lorsqu'il est précisé dans le bon de commande, le Titulaire établit un constat d'huissier d'état des lieux exhaustif, tant dans l'emprise du chantier que dans son environnement immédiat (voiries du réseau secondaire empruntées, parcelles en limite d'emprise chantier, bâtiment riverains, murs de clôture, haies de clôtures, portails, grillages, coffrets réseaux, revêtements de sol et ouvrages publics ou privés), tel que décrit dans les pièces de l'accord cadre. Ce constat est visé par le Maître d'œuvre. Il sera étayé de photographies en couleurs. Un état des lieux de ces mêmes voies sera effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer, à sa charge et à ses frais, les dégradations éventuelles constatées, dans les quinze (15) jours.

En cas de problème de sécurité lié à des désordre sur la voie publique, les réparations des dégradations apportées aux voies publiques, notamment avant et après utilisation des voies autorisées pour les transports des matériaux, devront être réalisés dans un délai maximum de 4 heures, après injonction du maître d'œuvre.

## **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

## **8-6. Registre de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

# **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

## **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

## **9-2. Réception**

Dès lors que la réception sera mentionnée dans le bon de commande, celle-ci s'effectuera à l'issue de la réalisation des prestations, selon les modalités décrites ci-dessous.

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera réalisé par bon de commande et est fixé comme suit :

- il comprend les bordereaux de suivi des déchets, un levé topographique des zones d'intervention après travaux, les constats d'huissier d'état des lieux avant et après travaux.
- Journal de chantier

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

## **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier l'accord cadre en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation de l'accord cadre pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier l'accord cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de l'accord cadre, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure de l'accord cadre, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord cadre pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier l'accord cadre dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un accord cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 2,5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier l'accord cadre en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de cette accord cadre public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité de l'accord cadre.

Pour l'exécution de l'accord cadre, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Les conditions de réalisation**

**En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution de l'accord cadre comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.**

L'entreprise qui se verra attribuer l'accord cadre devra réaliser sur toute la durée d'exécution de l'accord cadre, reconductions comprises, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières d'insertion.

**L'engagement d'insertion minimum demandé est de 2 heures de travail par tranche de 5 000 € HT de prestations facturées.**

Cela consistera à réserver au public visé à l'article 11.2 du CCAP le nombre d'heures d'insertion prévu.

La clause sociale d'insertion obligatoire peut être réalisée par le titulaire et/ou par les membres du groupement. Dans ce cas, l'objectif d'heures d'insertion peut être réparti au prorata du montant de la part d'activité.

L'exécution de la clause sociale d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause sociale.

**Le démarrage doit obligatoirement intervenir quand elle totalise 105 heures.** Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution de l'accord cadre.

## **11-2. Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature aura été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront :

- des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), sans activité ou en activité partielle,
- des jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- des jeunes en suivi renforcé type PACEA ou Service Militaire Volontaire ou en sortie garantie jeune,
- des personnes ayant le statut de réfugié,
- des allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI),
- les publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- les publics seniors de plus de 50 ans demandeurs d'emploi ayant au moins 6 mois d'inactivité,
- les personnes résidant en Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville éloignées de l'emploi,
- les personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

En outre, l'unité clauses sociales peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales ou des Maisons Départementales pour des personnes handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, conformément à l'article 11.3 du présent CCAP.

**L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise à l'emploi.**

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre, un temps de travail nécessaire à la production des prestations.

## **11-3. Les modalités des mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à



l'exécution de l'accord cadre à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

➤ **1ère modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance à une structure inclusive.

Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou sont accessibles sur le moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion : <https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>

➤ **2ème modalité** : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée de l'accord cadre. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
- D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

➤ **3ème modalité** : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire de l'accord cadre

#### **11-4. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la DREAL a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement qui peut être sollicitée en prenant l'attache des facilitatrices des clauses sociales :

Limoges Métropole - Communauté urbaine  
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social  
Guichet Clauses Sociales  
19, rue Bernard Palissy  
CS 10001 - 87031 LIMOGES cedex 1  
Tél : 05 55 45 78 93

Insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr

Facilitatrices : **Véronique THALAMY / Hortense DUGAY / Johanna NIVARD/ Anne-Cécile FALL**

De son côté, le titulaire désigne un interlocuteur dont l'identité sera transmise au dispositif d'accompagnement.

##### **Protection des données par Limoges Métropole :**

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles

sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles sont à adresser l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou 05.55.45.78.04 ou [insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr](mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr)

#### **Confidentialité des données personnelles fournies au titulaire :**

Pour sa part, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent sans autorisation écrite du Pouvoir adjudicateur être communiquées à des tiers.

## **11-5. Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le Titulaire engagé dans la démarche fournit aux facilitatrices :

- Avant chaque recrutement d'un ou d'une candidat(e) identifié(e) par l'entreprise, toutes les informations nominatives administratives relatives à sa situation au regard de l'emploi : fiche de renseignement et justificatif d'éligibilité selon la liste fournie, CV à jour, ou tout autre élément permettant de justifier de sa situation (coordonnées du conseiller emploi par exemple).
- Avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation : date d'embauche, nombre d'heures réalisées selon les options choisies, type de contrat, poste occupé.

Le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article **4-4.5 du CCAP**.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution de l'accord cadre, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution de l'accord cadre et pendant l'exécution de l'accord cadre, l'entreprise attributaire de l'accord cadre peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article **11-4. du CCAP**, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées à l'accord cadre, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le guichet clauses sociales mentionné à l'article **11-4. du CCAP** aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit

informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec AR.

Dans ce cas, l'unité clauses sociales étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la Direccte ou au juge.

A l'issue de l'exécution de l'accord cadre, il est procédé de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché conformément à l'article 10 du présent C.C.A.P.

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

L'article	1-1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
L'article	1-3.10	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
L'article	1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
L'article	2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
L'article	2.2-1	déroge à l'article	34.1 du CCAG
L'article	3-2.1	déroge à l'article	34.1 du CCAG
L'article	3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
L'article	3-2.5	déroge aux articles	12.1.1 / 12.1.7 / 12.3.1 et 12.4.4 du CCAG
L'article	3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
L'article	4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
L'article	4-2	déroge à l'article	18.2.3 alinéa 3 du CCAG
L'article	4-3	déroge aux articles	19.2.1 et 19.2.1 du CCAG
L'article	4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
L'article	4-4.5	déroge à l'article	20.1 du CCAG
L'article	4-4.9	déroge à l'article	36.2.3 du CCAG
L'article	7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
L'article	8-1	déroge à l'article	28.2.2 alinéa 2 et 3 du CCAG
L'article	8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
L'article	8-4.7	déroge à l'article	31.10.1 du CCAG
L'article	8-4.9	déroge à l'article	34.1 du CCAG
L'article	9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
L'article	9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
L'article	9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
L'article	9-2.2	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
L'article	10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG